



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

personnes défavorisées

Question au Gouvernement n° 474

Texte de la question

## POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Brard, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jean-Pierre Brard. Monsieur le Premier ministre, vous êtes en pleine forme ! Ce que les Français savent moins, c'est que vous êtes un affectif et que vous aimez faire des cadeaux : les plus gros aux plus riches et des petits aux plus pauvres (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) : 15 milliards pour les privilégiés, seulement 25 millions pour les plus modestes ! Ainsi M. Forgeard, l'ancien patron de EADS, responsable de 10 000 suppressions d'emplois, est parti avec un chèque de plus de 8 millions d'euros. La riche héritière des Galeries Lafayette avait payé plus de 8 millions d'euros d'impôts ? Vous lui avez rendu 7,7 millions. Le patron de la Société générale perd 5 milliards d'euros sans le savoir ? Il est toujours en place ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

En face, les conditions de vie se détériorent, les produits de base coûtent de plus en plus chers, des émeutes de la faim éclatent ici et là dans le monde parce que les agrocarburants chassent les cultures vivrières et provoquent l'augmentation des prix alimentaires, tant et si bien que le blé, le riz, le maïs, le lait, la viande sont devenus inabordables. Chez nous, monsieur le Premier ministre, nous avons connu au mois de mars une augmentation des prix de plus de 3,2 % provoquée par la hausse des prix des produits alimentaires. Il est temps de réagir. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Monsieur le Premier ministre, vous avez une occasion exceptionnelle, puisque nous allons présider l'Union européenne à partir du 1er juillet. Grâce au président de l'Assemblée nationale, nous avons rencontré avant-hier, à Dresde, des membres du bureau du Bundestag ? Deux vice-présidents nous ont demandé quelles étaient les priorités sociales de la présidence française.

M. Jérôme Lambert. Elle n'en a aucune !

M. Jean-Marc Roubaud. La question !

M. Jean-Pierre Brard. Monsieur le Premier ministre, nous avons une proposition : pour améliorer le niveau de vie et le pouvoir d'achat non seulement des Français mais des centaines de millions d'Européens qui connaissent des fins de mois difficiles, ramenez à zéro le taux de la TVA sur les produits alimentaires et les médicaments. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et sur plusieurs bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Jean-Michel Fourgous. Démago !

M. Lucien Degauchy. Arrêtez-le ! On n'est pas à la Comédie-française !

M. Jean-Pierre Brard. Monsieur le Premier ministre, nous allons présider l'Union ; prenez une mesure de justice sociale, une mesure qui fera honneur à la France.

M. le président. Posez votre question, monsieur Brard, s'il vous plaît.

M. Jean-Pierre Brard. Pour répondre à la préoccupation de nos collègues allemands, après vous être occupé des riches, allez-vous vous occuper des gens modestes ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et sur plusieurs bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers*

*gauche.)*

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement.*

Que de raccourcis, que de caricatures, que de démagogie !

Monsieur Brard, dois-je vous rappeler que la politique économique du Gouvernement est d'abord fondée sur un principe simple : la revalorisation du travail ? *(Exclamations sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

Le Gouvernement veut que les salariés puissent mieux bénéficier des profits des entreprises. C'est pourquoi il a mis en place cette année la défiscalisation d'une prime de fin d'année de 1 000 euros dans les petites et moyennes entreprises. C'est pourquoi il proposera un texte en faveur du développement de la participation et de l'intéressement. C'est pourquoi le Président de la République promet une règle simple des trois tiers de répartition des bénéfices.

M. Jacques Desallangre. Deux tiers pour les riches, un tiers pour les pauvres !

M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation. Un tiers pour l'investissement de l'entreprise, un tiers pour les actionnaires et un tiers pour l'intéressement des salariés.

Par ailleurs, le Gouvernement a lancé depuis l'été une trentaine de mesures très fortes. L'objectif est double. D'une part, agir sur les revenus : lorsqu'un salarié qui gagne le SMIC travaille quatre heures supplémentaires par semaine, il touchera à la fin de l'année, le Premier ministre l'évoquait tout à l'heure, deux mois de salaire supplémentaires, ce qui représente bien une augmentation de son pouvoir d'achat. D'autre part, agir sur les prix, grâce à au projet de loi de modernisation de l'économie, que j'espère vous voterez.

M. Jean-Pierre Brard. C'est hors sujet !

M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation. Cette loi permettra une baisse des prix à la consommation. On ne peut pas à la fois réclamer des baisses de prix et ne pas accepter des mécanismes nouveaux qui permettront d'aligner nos prix sur ceux qui sont pratiqués partout ailleurs en Europe.

M. Jacques Desallangre. Et la directive sociale européenne ?

M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation. Mais de grâce, monsieur Brard, pas d'amalgame, pas de démagogie ! Le Gouvernement est mobilisé tout à la fois sur une politique juste de répartition des profits et sur une politique de lutte en faveur du pouvoir d'achat. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. C'est mou !

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Pierre Brard](#)

**Circonscription :** Seine-Saint-Denis (7<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 474

**Rubrique :** Politique sociale

**Ministère interrogé :** Industrie et consommation

**Ministère attributaire :** Industrie et consommation

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 1er mai 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 1er mai 2008